

Engagez-vous ! L'appel du politique

Les Cahiers de l'Atelier
n° 502
avril-juin 2004

L'auteur

Jean-Pierre Sueur est sénateur du Loiret.

L'article

Les conditions actuelles de l'engagement sont faites de nos représentations de la possibilité de changer le monde. Après la fin des grandes utopies, les manières de s'engager dans la société se distinguent notamment par nos conceptions de la régulation du marché. Un équilibre à construire pour passer du rêve à l'action politique.

Engagez-vous ! On a tant entendu ce précepte, émanant des partis, des syndicats, des églises, des associations, des pouvoirs et des contre-pouvoirs, répété sur tous les tons, à temps et à contretemps, entre vents et marées, qu'on éprouve comme une gêne à écrire aujourd'hui sur la thématique de l'engagement. Cela nous renvoie aux années cinquante, à Sartre et à Camus, à ceux qui ont les *mains propres*, mais qui n'ont *pas de main*, et à ceux qui se *salissent* les mains et refusent inlassablement que les choses ne soient que ce qu'elles sont, qui se révoltent, s'entêtent, tenaces, et plongent à pleines mains, par la force des choses et pour la force des causes, dans une politique bien politique, qui est sans doute une inexorable dégradation

de la *mystique*, comme avait dit Péguy, – mais sans elle, sans cette politique là, réelle et charnelle, la mystique continue de flotter au dessus du monde comme une gaze évanescence, ses mains sont incomparablement blanches, mais elle n'a pas de mains, voir ci-dessus, etc.

Histoire d'une injonction

Engagez-vous ! Dans les meetings, mais aussi dans les romans, au théâtre et dans les chansons, ce poncif fut omniprésent. Anne Sylvestre en eut tellement assez qu'elle écrivit un jour une « petite chanson dégagée ». Cette thématique de l'engagement véhiculait quelques notions limpides. S'engager, c'était s'engager à gauche. La droite, c'était une sorte de corps inerte. Le conservatisme est forcément inerte. C'est la gauche qui écrit l'histoire. Il y avait le mal et le bien (le *Diable et le Bon Dieu* ?) et même si le *bien* était problématique, il ne fallait absolument pas *désespérer Billancourt*. D'où ces images pieuses, et la seule phrase qu'on ne pardonnera pas à Jean-Paul Sartre.

*S'engager, c'était
s'engager à gauche*

Leçon du xx^e siècle, terrible leçon : ce qui fut, historiquement, le principal espoir de libération et d'émancipation des hommes s'est transformé en totalitarisme et en camps d'internement. Il y eut les lendemains qui déchantent. Et il fallut, besogneusement, construire d'autres espoirs. Ceux-ci étaient mendésistes et rocardiens. Ils étaient socio-démocrates, républicains, autogestionnaires, décentralisateurs. Ils avaient moins de flamberge. Ils n'aimaient pas les tambours.

Ils proclamaient qu'aucun État policier n'accoucherait jamais de son contraire, qu'aucune bureaucratie ne réveillerait les initiatives, fût-ce au prix des tableaux de méritocratie qui faisaient inmanquablement songer aux concours agricoles, qu'aucun État omnipotent ne résoudrait mieux que le marché les milliards d'équations qui permettaient d'ajuster l'offre et la demande, ou du moins de tenter de le faire. On pressentait qu'il n'y aurait jamais de liberté sans marché. Mais on voyait aussi que le marché

ne suffirait jamais à garantir la liberté. Il y avait eu Allende. Et Pinochet. Les dictatures et le marché pouvaient faire bon ménage et s'entendre fort bien. Les États-Unis y veillaient.

Le marché

Alors, il fallait expliquer que – pour nécessaire qu'il fût – le marché n'était qu'un moyen, qu'un outil, qu'il était singulièrement myope, qu'il ne voyait pas le fond des choses, qu'il ne le comprenait pas. Il se contentait de *fonctionner*. Et il fallait démontrer que si « la régulation du marché était globale » (Rocard), il n'y avait pas d'avenir, ni de progrès, ni de solidarité, ni de justice, ni de fraternité sans puissance publique, sans volonté, sans projet, sans dessein. Le marché n'avait pas d'idée, même si il se nourrissait de tous les désirs.

Et puis, cette découverte : le libéralisme – disons, le libéralisme théorique, abstrait – n'était pas une option politique parmi d'autres, alignée avec les autres, juxtaposée aux autres. Il n'était pas l'une des formes de la politique : *il était antinomique de la politique elle-même*.

Expliquons-nous : si l'on croit que l'équilibre atteint naturellement (mais y a-t-il une *nature* en la matière ?), spontanément, par le marché, à un moment donné constitue l'état du monde optimal, non pas le meilleur, mais le meilleur *possible*, si l'on croit vraiment que le mieux qu'on puisse faire, c'est de laisser les choses se faire, que tout interventionnisme et tout *constructivisme* (Hayeck) est intrinsèquement pervers, il faut nécessairement en conclure que la politique est une perturbation de l'ordre prétendument *naturel* de la société et du monde.

L'une des questions essentielles devint alors celle de l'*articulation* entre le dessein, le projet, la volonté et le nécessaire jeu des concurrences. Il fallait, il faut toujours, que la volonté prévale – sans quoi la politique est morte –, mais on ne pouvait plus se reconnaître dans une conception totalisante de la volonté. François Mitterrand avait annoncé que son projet était de « *rendre* » le pouvoir aux

***Le marché
n'a pas d'idée
mais se nourrit
de tous les désirs***

ne suffirait jamais à garantir la liberté. Il y avait eu Allende. Et Pinochet. Les dictatures et le marché pouvaient faire bon ménage et s'entendre fort bien. Les États-Unis y veillaient.

Le marché

Alors, il fallait expliquer que – pour nécessaire qu'il fût – le marché n'était qu'un moyen, qu'un outil, qu'il était singulièrement myope, qu'il ne voyait pas le fond des choses, qu'il ne le comprenait pas. Il se contentait de *fonctionner*. Et il fallait démontrer que si « la régulation du marché était globale » (Rocard), il n'y avait pas d'avenir, ni de progrès, ni de solidarité, ni de justice, ni de fraternité sans puissance publique, sans volonté, sans projet, sans dessein. Le marché n'avait pas d'idée, même si il se nourrissait de tous les désirs.

Et puis, cette découverte : le libéralisme – disons, le libéralisme théorique, abstrait – n'était pas une option politique parmi d'autres, alignée avec les autres, juxtaposée aux autres. Il n'était pas l'une des formes de la politique : *il était antinomique de la politique elle-même*.

Expliquons-nous : si l'on croit que l'équilibre atteint naturellement (mais y a-t-il une *nature* en la matière ?), spontanément, par le marché, à un moment donné constitue l'état du monde optimal, non pas le meilleur, mais le meilleur *possible*, si l'on croit vraiment que le mieux qu'on puisse faire, c'est de laisser les choses se faire, que tout interventionnisme et tout *constructivisme* (Hayeck) est intrinsèquement pervers, il faut nécessairement en conclure que la politique est une perturbation de l'ordre prétendument *naturel* de la société et du monde.

L'une des questions essentielles devint alors celle de l'*articulation* entre le dessein, le projet, la volonté et le nécessaire jeu des concurrences. Il fallait, il faut toujours, que la volonté prévale – sans quoi la politique est morte –, mais on ne pouvait plus se reconnaître dans une conception totalisante de la volonté. François Mitterrand avait annoncé que son projet était de « *rendre* » le pouvoir aux

***Le marché
n'a pas d'idée
mais se nourrit
de tous les désirs***

citoyens. Il fallait donc que la volonté politique permît au plus grand nombre d'initiatives qu'il serait possible d'éclorre dans le champ de l'entreprise mais aussi dans celui des associations, de la gestion locale, et dans l'ensemble de la sphère publique elle-même.

Si seuls ceux qui en ont les moyens, ceux qui disposent du capital, en raison de leur hérédité ou de leurs relations, peuvent entreprendre, on reste dans le champ du capitalisme. Permettre à tous ceux qui ont du talent et des idées d'entreprendre, même s'ils n'ont pas de moyens, démocratiser en quelque sorte l'initiative et la création d'entreprise, ce pourrait être une nouvelle définition du socialisme.

Mais elle serait très souvent considérée comme suspecte. Vieille histoire. Entre Proudhon et Jules Guesde, entre le socialisme entrepreneurial, décentralisateur, et celui qui garde toujours le réflexe étatique, pour lequel tout ce qui est désappropriation de l'État est *a priori* suspect, le débat est ancestral. Seconde gauche et première.

Recherche d'équilibres

Si le débat n'est pas clos dans les esprits, les mentalités, les façons de penser, l'histoire a cependant fait son chemin. On a, de fait, beaucoup cherché les articulations, les équilibres. On a connu l'ère du « ni-ni » (ni nationalisation, ni privatisation, etc.). Et, avec ces évolutions, l'engagement a pris du plomb dans l'aile. Cela se comprend. Qui va s'engager pour l'*articulation*, pour l'*équilibre*, pour le « *ni-ni* » ?

D'où les retours de flamme : le gauchisme revigoré, et diffusant son idéologie jusque dans les partis et syndicats réformistes. Mais ce gauchisme, regardons-le en face. Du moins, celui qui a pignon sur rue dans l'espace politique. Il nous renvoie aux vieux centralismes, aux anciennes conceptions de l'État, à des remèdes illusoire. C'est un discours largement conservateur. Ce qui ne signifie nullement que les discours réformistes ou socio-démocrates n'aient pas leurs conservatismes, ne cèdent pas aux

***S'opposer
aux conceptions
de la mondialisation
qui renvoient
à l'impuissance***

idéologies latentes ou à certaines langues de bois. Il y a ainsi des conceptions de la mondialisation qui renvoient à l'impuissance. Elles semblent nous dire : ne vous agitez pas comme cela, cette agitation est une vanité, le monde est ce qu'il est, il ne saurait être autre, quoi que vous disiez ou fassiez. Il s'imposera à vous : vous êtes pathétiquement présomptueux.

Ces conceptions, il faut les rejeter, s'insurger contre elles, non pas en vertu des anciennes idéologies du gauchisme institutionnel, mais pour leur opposer les nouvelles utopies, procédant de l'analyse lucide des réalités, de l'analyse non moins lucide de ce qui échoua, et de la construction d'une pensée politique conjuguant les droits de l'homme, le partage le plus ample possible du droit à l'initiative, la diffusion du pouvoir – aussi bien pour l'acte d'entreprendre que pour la puissance publique, – les nécessaires concurrences, les indispensables pluralismes (ne renvoyant pas, comme souvent dans le paysage médiatique, à des monolithismes effectifs) et la volonté de maîtriser le cours des choses, de créer toute la puissance publique nécessaire pour garantir l'égalité, la solidarité, le droit de tous à la formation, les équilibres écologiques, etc.

L'Europe

Ce projet porte un nom. C'est le projet européen. A condition, bien sûr, que l'Europe existe comme un pôle, un môle, de résistance, de proposition et de création face à ceux qui conçoivent la mondialisation comme l'inéluctable généralisation du libéralisme.

Et au-delà, il y a cet autre combat, indissociable du premier, pour une meilleure gouvernance universelle. Certains, beaucoup peut-être, hausseront les épaules et se gausseront de cette prétention qui leur paraîtra dérisoire de mieux maîtriser le cours des choses au plan mondial. Il n'est pourtant pas indifférent que l'ONU puisse décider plutôt que telle super-puissance. Il n'est pas inéluctable que, faute de règles, des flux financiers erratiques déter-

minent le sort des économies, des nations et des peuples. Il est même largement utopique que l'on puisse maîtriser à un autre niveau que celui de la planète l'avenir écologique, les règles monétaires, la lutte contre le terrorisme ou l'évolution de conflits, qui ne sont plus localisés comme ils l'étaient par le passé.

Les « organisations régionales » joueront sur tous ces sujets, un rôle important. L'Europe en est une. Elle a beaucoup à dire, beaucoup à faire, à condition qu'elle en ait la volonté. Et cela ne passe pas seulement par des odes au volontarisme. Cela passe par la réflexion, le travail, l'action, ici, maintenant, pour aujourd'hui et pour demain.

En un mot, les raisons de l'engagement ne manquent toujours pas.

Jean-Pierre SUEUR